

## **La communication amplificationniste comme facteur d'expansion du terrorisme des ADF en République Démocratique du Congo**

Par : Jaribu Muliwavyo

---

Date of Submission: 16-08-2020

Date of Acceptance: 02-09-2020

---

Les Forces Démocratiques Alliées (ADF)<sup>1</sup> sont un groupe de guérilleros qui opère dans la région frontalière du Ruwenzori<sup>2</sup> depuis 1995. Les ADF sont accusés d'être responsables des massacres qui ont coûté la vie à plus de 3000 civils à partir de décembre 2013. Ainsi, il se développe un débat houleux qui alimente la scène politique congolaise, le milieu scientifique et même les médias faisant croire que les ADF ne communiquent pas ; qu'ils opèrent silencieusement. Cette étude a consulté une base abondante des communications en formes diversifiées provenant des ADF. Comme dans toute guerre asymétrique<sup>3</sup>, leurs outils de propagande<sup>4</sup> sont constitués dans une logique d'endoctrinement qui est une action exercée sur l'opinion pour l'amener à comprendre ses idées politico-religieuses. Les messages s'adressent aux paysans en vue d'obtenir leur soutien. Quelque fois la communication des ADF est orientée vers les autorités politiques et militaires dans le but des revendications ou de déclaration de guerre. Mais tout porte à croire que l'objectif c'est de créer la terreur pour aboutir aux résultats. Curieusement, les messages des ADF sont surtout véhiculés par ceux<sup>5</sup> qui se prévalent lutter contre son émergence. Ce qui est un contraste dialectique sur lequel cet article se focalise.

Les quelques écrits consacrés sur le mode opératoire des ADF montrent à tort ou à raison que ces terroristes ne communiquent pas ou ne revendiquent pas leurs attaques. C'est comme l'indique Julien Paluku Kahongya qui écrit : « Mais ce qui surprend dans ce nouveau terrorisme, contrairement aux autres groupes terroristes traditionnels dont « Boko Haram », « Al-Qaida », « Djihadiste de l'EI », « Al-Shabbab », c'est que ces terroristes qui tuent et brûlent à Beni n'ont jamais revendiqué ces attaques » [...]<sup>6</sup>.

La thèse de la méconnaissance des auteurs des massacres est aussi soutenue par un groupe d'officiers généraux et supérieurs des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC), relayée parla

---

<sup>1</sup>L'appellation Forces Démocratiques Alliées est une traduction française de *Allied Democratic Forces*, ADF en sigle, un mouvement rebelle installé à la frontière entre la RDC et l'Ouganda et dont l'objectif de départ était de renverser le régime du président ougandais Yoweri Kaguta Museveni pour y instaurer un gouvernement théocratique dirigé sur base de la sharia.

<sup>2</sup>Plusieurs écrits d'ethnologues discutent de l'appellation Ruwenzori, selon qu'il s'agit du contexte dans lequel l'auteur se situe. Certains parlent de Lwanzururu, Lwenzururu, Rwenzururu traduit par les colons soit en Ruwenzori ou Rwenzori, pour désigner le mont de la lune comme l'indiquent les deux premiers ethnonymes tirés de la langue locale ; Kinande (Lhunande) en RDC et Kikonzo (Lhukonzo) en Ouganda. En ce qui concerne cette étude, Ruwenzori se conforme à l'appellation utilisée par l'administration tant locale que nationale. C'est un vaste espace territorial qui a longtemps servi de maquis pour les rebelles. La chaîne du Ruwenzori, officiellement appelée Ruwenzori désigne une chaîne des montagnes située sur la frontière entre l'Ouganda et la RDC, de 120km de longueur, 65km de largeur avec une superficie de 1.000 km<sup>2</sup>, culminant à 5119 mètres d'altitude au pic Marguerite (mont Stanley). Ce sommet est en fait le troisième d'Afrique après celui du Kilimandjaro et du mont Kenya. C'est une des rares montagnes englacées d'Afrique. Le Ruwenzori est constitué de six massifs séparés par de profondes vallées : les monts Baker, Emin, Gessi, Luigi de Savoya, Speke et Stanley (pic Marguerite). Ce relief renforcé par des grottes constitue pour lui un endroit propice et excellent pour abriter le maquis.

<sup>3</sup> - Barthélemy Courmont et Darko Ribnikar, *Les guerres asymétriques*, PUF, Paris, 2002, 287p.

- Jacques Baud, *La guerre asymétrique ou la défaite du vainqueur*, éd. du Rocher, Paris, 2003, 212p.

<sup>4</sup> Ignacio Ramonet, *Propagandes silencieuses*, éd. Gallimard, Paris, 2010, 238p.

<sup>5</sup>Jaribu Muliwavyo, « Analyse de la communication parlementaire selon le protocole de Philippe Biyoya. Cas de la communication parlementaire à Beni au Nord-Kivu » in *Relations internationales. Une science appliquée au service du pouvoir*, L'Harmattan, Paris, 2018, pp171-200.

<sup>6</sup>Julien Paluku Kahongya, *Le Nord-Kivu entre démocratie et guerres*, Tome I, MEDIASPAUL, Kinshasa, 2016, p.487.

presse<sup>7</sup> qui, tout en reconnaissant la présence plus ou moins prolongée des ADF dans cette région, se présentent comme révélateurs du caractère terroriste et islamiste de cette rébellion d'origine ougandaise.

Pourtant, si on s'appuie sur la lettre n°PRES/067/OR SARM/FRT BNI/95 adressée au commissaire de zone de Beni, le 19 décembre 1995, il est de notoriété que la question du terrorisme islamiste n'est pas une nouveauté pour laquelle il faut faire trop de tapages pour justifier l'échec de la gouvernance sécuritaire face à la violence armée des ADF.

En effet, cette correspondance adressée au commissaire de zone de Beni, Sikuli Uvasaka Makala, par un officier des forces de sécurité zaïroises alertait sur le danger qui guettait la RDC, Zaïre à l'époque, en accueillant le mouvement rebelle ougandais ADF. S'adressant à sa hiérarchie territoriale, l'officier de renseignements militaires, Mwamba-Dibundu du Service d'Action et Renseignements Militaires (SARM), écrit :

[...] Le monde connaît actuellement beaucoup de troubles... Nous avons parmi les fauteurs, les intégristes musulmans. Dernièrement, ces intégristes avaient créé la division au sein de l'église musulmane ougandaise. Cette dissidence avait pénétré même dans le gouvernement. Ils étaient arrêtés et certains avaient opté pour le Zaïre comme pays d'exil, plus précisément à Beni. Leur arrivée vient de souffler un mauvais vent au sein de l'église musulmane ; ... Ces intégristes portent une longue barbe et un pantalon court en forme de Kimono. Pour éviter le pire de l'Ouganda, prière suivre cette situation [...]<sup>8</sup>.

A Beni, les ADF installèrent leur quartier général à Matonge chez un certain Lundi en face de l'église de la CECA20 Mabakanga où le chef rebelle Yusufu Kabanda avait établi son administration politico-militaire. C'est de là que les cargaisons aéroportées du Soudan via Kisangani étaient officiellement reçues et transportées vers les massifs du Ruwenzori pour équiper les ADF dans des camps, mais aussi pour leur assurer la ration en boîtes de conserve. Ces intégristes islamistes se procuraient aussi localement d'autres biens de première nécessité auprès des commerçants et de la population. Ils bénéficiaient de la totale collaboration des militaires des Forces Armées du Zaïre (FAZ)<sup>9</sup>.

Une manipulation s'est petit à petit installée dans le débat autour des massacres commis par les ADF. L'on a vu vingt ans plus tard, lorsque les ADF se relancèrent dans leur mode opératoire<sup>10</sup> originellement intégriste et extrémiste, les hommes politiques, les journalistes et scientifiques s'entre accuser ou spéculer sur l'identité des massacreurs dans la région en étude. Les uns accusèrent leurs adversaires, d'autres s'affrontaient par écrits.

La communication à l'époque de Joseph Kabila était que les politiciens originaires du coin se servaient du phénomène ADF pour déstabiliser les institutions légalement établies. Les membres de l'opposition contre le pouvoir de Joseph Kabila étaient soupçonnés, voire implicitement accusés d'instrumentaliser une nouvelle rébellion pour se présenter auprès de la population comme «sauveur et libérateur du peuple»<sup>11</sup>.

---

<sup>7</sup>Ceci donne l'idée de ce qu'Ignacio qualifie de « inutiles journalistes », « mimétisme médiatique » ou « messianisme médiatique ». Lire pour plus de détails, Ignacio Ramonet, *La tyrannie de la communication*, éd. Gallimard, Paris, 2011, pp7-38.

<sup>8</sup>Correspondance n°Pres/067/DR.SARM/FRT Beni/95 du 19 décembre 1995 adressé au Commissaire de Zone de Beni par le Chef du service d'action et renseignement militaire, Office de Beni.

<sup>9</sup>Entre Lume et Kasindi, les deux forces étaient confondues. Elles étaient cantonnées côte à côte. Les villageois les distinguaient seulement par leur habillement. Alors que les FAZ étaient dotées des tenues d'origine chinoise dite tenues-combat ou *mombembe* avec butines militaires, les ADF s'habillaient en tenues tachetées et en bottes communément appelées chérifs ou godions. Les FAZ s'exprimaient généralement en lingala, kiswahili congolais et en français tandis que les ADF parlaient le kiswahili ougandais, le kiganda et l'anglais.

<sup>10</sup>Dans leur pays d'origine, l'Ouganda, les ADF sont considérés comme un mouvement terroriste de par leur mode opératoire qui date des années nonante (90). Lire pour d'autres détails : « Mukulu's 40 days end » in Sunday New vision, Kampala, July 12, 2015. Consulter aussi : Risdal Kasasira : « Who is ADF's Jamil Mukulu ? », Daily Monitor, 20 Friday, August 7th, 2015

<sup>11</sup> Extrait des discours officiels :

- Adresse de Joseph Kabila, président de la RDC aux forces vives de Béni, le jeudi 30 octobre 2014, de 11h20' à 18h35' à l'Hôtel Beni à Beni, in *Rafiki n°10* du 05 novembre au 05 décembre 2014, « boucherie humaine en Beni territoire et Beni ville, Joseph Kabila compatit avec la population de Beni et promet mettre fin à la rébellion des ADF-NALU », pp. 10-11.
- Point de presse de Julien Paluku Kahongya, Gouverneur du Nord-Kivu, à Goma, le 12 novembre 2014, in *Les coulisses n°272* de décembre 2004, « Massacres dans Beni : Mbusa Nyamwisi porte plainte contre Julien Paluku pour diffamation », p. 9.
- Adresse d'Evariste Boshab, Vice-Premier Ministre, ministre de l'intérieur et sécurité, le vendredi 26 décembre 2014, à 9h<sup>00</sup> à l'hôtel Rock à Beni/Masiani.

La tendance incarnée surtout par l'opposition, dénonçait « l'affairisme de l'armée congolaise, la complicité des dirigeants militaires dans les massacres et la faiblesse de l'autorité devant les menaces des ADF contre les populations civiles »<sup>12</sup>. Les deux camps, tous se réclamant être aux côtés des populations civiles, véhiculaient en même temps l'idée de la balkanisation du pays en s'accusant l'un et l'autre d'en être instigateur.

Cette étude si modeste soit-elle, ne cherche pas à raviver ce débat passionné, mais plutôt à montrer<sup>13</sup> le rôle que la communication des politiciens, journalistes et scientifiques joue dans l'amplification des actions et l'émergence des ADF avec des effets négatifs sur les efforts de l'armée et des services de sécurité.

## **I. PERCEPTIONS DIVERSIFIÉES DE LA COMMUNICATION SUR LES ADF**

Les événements qui avaient secoué la région du Ruwenzori depuis la montée aux enchères des ADF, entre 2010 et 2013 avec des enlèvements, des kidnappings et des assassinats en répétition jusqu'à maintenant, avaient suscité un intérêt pressant aux communications de tout genre. Même les rebelles faisaient déjà l'objet de poursuites dans le cadre de la lutte contre le terrorisme international<sup>14</sup>, le débat tourne autour du caractère terroriste, oui ou non, des ADF.

Le 30 septembre 2016<sup>15</sup>, le gouvernement ougandais accusa ouvertement la RDC d'héberger des terroristes qui seraient installés à Nyaleke, près de la Semliki et qui se prépareraient à attaquer l'Ouganda. A ce sujet, les autorités de Kampala saisirent Crispin Atama Tabe, ministre congolais de la défense. Ce dernier demanda immédiatement au Mécanisme Conjoint de Vérification (MCV) de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL) de se rendre rapidement à Beni pour vérifier ces allégations. Ce qui fut fait le samedi 1<sup>er</sup> octobre 2016 par le Général de brigade angolais Victor Pedro Manuel Muzoi, commandant du MCV.

Un peu plus avant, Joseph Kabila avait fait allusion à une présence de terroristes en RDC. C'est le 8 mars 2015 que le Chef d'Etat congolais avait invité le gouvernement belge à dépêcher en RDC, des instructeurs des renseignements militaires, particulièrement dans la région du Ruwenzori, pour former des analystes congolais des FARDC en vue de mener des enquêtes sur des allégations faisant état de la présence de djihadistes sur cet espace en proie à l'insécurité chronique. Ce sont les ministres belges Steven Vandeput et Didier Reynders respectivement de la défense et chef de la diplomatie, à peine rentrés de la RDC, qui l'avaient annoncé<sup>16</sup>. Les propos de ces ministres ont été relayés par Joseph Kabila à la 73<sup>ième</sup> Assemblée générale de l'ONU, le 21 septembre 2017.

Pour sa part, le ministre congolais de la communication et médias et porte-parole du gouvernement, Lambert Mende Omalanga, appuya :

Des ADF, présents dans cette partie du pays depuis 1995, ont tissé des relations de complicité parce que parmi les rebelles arrêtés, il y a, en plus des Kenyans, Tanzaniens, Rwandais, Ougandais, Ethiopiens et d'autres nationalités, des congolais. Il faut beaucoup de vigilance et se désolidariser de ces gens-là si on veut qu'il y ait la paix. Il faut les dénoncer aux forces de sécurité congolaises. C'est le seul rempart contre cette maladie honteuse du XX<sup>ème</sup> siècle qu'est le terrorisme international<sup>17</sup>.

---

<sup>12</sup> - Intervention de l'honorable Antipas Mbusa Nyamwisi, Député national élu de Butembo, sur RFI, vendredi 24 octobre 2014. Ce dernier avait réitéré les mêmes propos sur la Voix des Africains du Canada (VAC), le 2 février 2015 en accusant le régime du Président Joseph Kabila d'être à la base des massacres des civiles dans la région de Beni.

- Intervention de Mbusa Nyamwisi Antipas sur RFI, vendredi 24 octobre 2014, in *Rafiki n°10* du 05 novembre au 05 décembre 2014, « boucherie humaine en Beni territoire et Beni ville, la vérité de Mbusa Nyamwisi sur les massacres de Beni », pp. 8-9.

- Assemblée Nationale, Rapport de la mission d'information et de réconfort auprès des populations de la ville de Beni et des agglomérations du territoire de Beni victimes des tueries du 02 au 21 octobre 2014.

- Human Rights Watch, RD Congo : des attaques menées par des rebelles ont fait plusieurs dizaines de morts, Goma, 16 décembre 2014.

<sup>13</sup> - Dominique Maingueneau, *Discours et analyse du discours*, éd. Armand Colin, Paris, 2014, 216p.

- Dominique Maingueneau, *Analyser les textes de communication*, Armand Colin, Paris, 2016, 278p.

<sup>14</sup> Dans la session 2012 de l'acte d'immigration et de nationalité tenue à New-York, aux USA, le 5 décembre 2001, le secrétaire d'Etat américain Colin Powell cibla 39 groupes y compris les ADF en tant qu'organisations terroristes dans le monde.

<sup>15</sup> « Kampala accuse la RDC d'héberger des terroristes » prêts à attaquer l'Ouganda » en ligne sur <https://www.actualite.cd>, Consulté le 10 juillet 2020.

<sup>16</sup> « RDC : Des djihadistes à Beni, sur invitation de Joseph Kabila ? » en ligne sur <https://www.africa.kongotimes.info>. Consulté le 10 juillet 2020.

<sup>17</sup> « Lambert Mende : Le gouvernement est responsable de la sécurité, mais il n'est pas coupable du terrorisme » en ligne sur <https://www.radiookapi.net>. Consulté le 10 juillet 2020.

De la même manière, le commissaire général de la PNC, Charles Bisengimana, s'exprima à Kinshasa, le 3 octobre 2015 à l'occasion de l'ouverture de la 4<sup>ème</sup> réunion spécialisée sur les nouvelles formes de criminalité en émergence en Afrique centrale où étaient conviés les chefs des polices de la sous-région. L'objet de la réunion était de réfléchir sur les stratégies de lutte contre le terrorisme pour permettre à la police d'être plus efficace dans ce domaine. Selon lui :

Nous sommes confrontés à un phénomène qui est celui du terrorisme, il faudrait que la police puisse non seulement être à la page, mais aussi en avance. C'est la raison d'être de cette réunion afin de pouvoir mieux lutter [...]. La police doit travailler au-delà des frontières pour traquer les ADF [...] avec leur nouvelle forme de criminalité.

Le même point de vue est partagé par Evariste Boshab, alors Vice-premier ministre et ministre de l'intérieur et sécurité de la RDC. Il siégeait à Beni, le 5 septembre 2016, pour une mission d'évaluation des mesures sécuritaires prises par le chef de l'Etat en vue de la protection de la population<sup>18</sup>.

La position officielle du gouvernement de la RDC fut relayée par certains journalistes. C'est le cas de Nicaise Kibel'bel Oka<sup>19</sup> qui consacre un ouvrage sur « L'avènement du dhihad en RDC », et de Magloire Paluku<sup>20</sup> qui compare abusivement le mode opératoire des ADF à celui des terroristes *Boko Haram*<sup>21</sup>.

Ces écrits sont sévèrement contredits par Christian Muke<sup>22</sup> qui les qualifie de justificatifs de l'impuissance de l'autorité publique face aux massacres des populations civiles par les ADF.

Dans le même ordre d'idées, Thierry Vircoulon et Jean Battory accusent de nombreux observateurs d'être manipulés par le gouvernement congolais pour faire passer la thèse du terrorisme international, alors qu'il n'en était pas le cas. Selon eux :

En RDC, l'islam radical oscille entre manipulation et mythe. Le seul groupe armé islamiste visible, les ADF, n'a plus des liens avec le gouvernement soudanais et n'a pas de lien démontré avec les Shebab. Les ADF ne sont pas dans une logique de recrutement de croyants et d'expansion d'un califat mais dans une logique de sanctuarisation territoriale et ce groupe présente une version très tropicalisée de l'islamisme radical<sup>23</sup>.

Et d'ajouter : « L'islam radical est devenu un outil pratique pour les régimes dictatoriaux qui ont besoin de justifier leur répression interne et de s'attirer les bonnes grâces des puissances du Nord ». A ce sujet, Kristof Titeca et Daniel Fahey soulignent :

Nous voulons démontrer comment les gouvernements congolais et ougandais ont stratégiquement instrumentalisé/adapté leurs discours aux groupes rebelles des ADF à différents niveaux politiques (international, régional, national), dans le but d'atteindre des objectifs qui peuvent, ou non, être liés aux raisons pour lesquelles ils combattent les ADF<sup>24</sup>.

En effet, la thèse d'un terrorisme islamiste international divise non seulement les membres du gouvernement congolais, les chercheurs et les journalistes, mais aussi les membres de la société civile vivant en permanence avec les victimes des actes des ADF. Dans le camp de la société civile, deux tendances contradictoires intéressent cette réflexion.

---

<sup>18</sup> « Les ADF et la LRA constituent de nouvelles formes de terrorisme, selon le Général Bisengimana » en ligne sur <https://www.radiookapi.net>. Consulté le 10 juillet 2020.

<sup>19</sup> Nicaise Kibel'bel Oka, *L'avènement du jihad en RDCongo. Un terrorisme islamique ADF mal connu*, éd. Scribe, Bruxelles, 2016, p.267.

<sup>20</sup> Magloire Paluku : « Le journal écrit de Kivu1 de ce lundi 15 août 2016 » en ligne sur <https://www.kivuone.net>. Consulté le 10 juillet 2020.

<sup>21</sup> Au cours d'un voyage de recherche au Nigéria en septembre 2017, nous avons établi que les ADF se distinguent de *Boko Haram* par : (i) l'exécution de l'hymne ougandais dans leurs maquis, (ii) leur convivialité avec les membres d'autres confessions religieuses non musulmanes, identifiés au sein de la population et des forces de sécurité congolaises elles-mêmes, ainsi que (iii) leur lien d'affaires avec les militaires des armées régulières ougandaise et congolaise y compris des civils. Pourtant, ces catégories constituent pour des combattants terroristes islamistes radicaux, des personnes impures (kafri) et donc à éviter ou à abattre carrément. Pour plus détails sur le mode opératoire du mouvement terroriste Boko Haram du Nigeria, lire : Adrian Davieson, *Boko Haram and its suicide squad. The confession of a jihadist*, éd. Lexington, KY, USA, 2014, 260p.

<sup>22</sup> Kahindo Muke Christian, *Nord-Kivu. 25 ans noirs*, éd. Mondà, 2016, 300p.

<sup>23</sup> Thierry Vircoulon et Jean Battory, « L'islam radical en République Démocratique du Congo. Entre mythe et manipulation », in *Note de l'IFri*, Bruxelles, 2017, 24p. En ligne sur : <https://www.ifri.org>. Consulté le 10 juillet 2020.

<sup>24</sup> « RD Congo-Beni : Une étude sur les ADF réfute la thèse d'une présence djihadiste en RDC et charge la MONUSCO » en ligne sur <https://www.dkm-tv.com>. Consulté le 10 juillet 2020.

La première c'est celle relayée par Omar Kavota<sup>25</sup> qui qualifie les ADF des terroristes en sollicitant en même temps l'intervention de la communauté internationale en faveur du gouvernement congolais. La seconde c'est celle portée par Gilbert Kambale<sup>26</sup> qui accuse plutôt : « Un gouvernement sous perfusion dont les membres, notamment l'armée, collaborent avec les ADF. Ce qui rend inefficace, voire impossible la traque des ADF ».

Kristof Titeca et Daniel Fahey montrent que le gouvernement congolais avait avancé cet argument dans l'intention de vouloir faire partie de la coalition internationale contre le terrorisme à l'instar de l'Ouganda qui a gagné d'énormes devises dans la guerre contre les Al Shabbab en Somalie et contre le LRA de Joseph Kony caché au Soudan.

Ce jeu de ping pong permet de relever un certain nombre de contradictions reprises sous forme des questions.

- Pourquoi des haut responsables du gouvernement s'accusent mutuellement d'être à la base des massacres alors qu'il est démontré qu'en un moment de l'histoire les mêmes responsables cohabitaient et/ou collaboraient avec les ADF dans le but d'obtenir leur désarmement, démobilisation ou réinsertion mais aussi pour des fins d'alliances stratégiques?

- Les résolutions du conseil de sécurité de l'ONU étant publiques, comment les chercheurs et les journalistes qui commentent la question n'étaient-ils pas informés du caractère terroriste attribué aux ADF depuis 2001 ?

- Quel crédit peut-on accordé à l'hypothèse d'une balkanisation en gestation, alors que naturellement ces anciens alliés (ADF) étaient maîtrisables si l'intérêt de la RDC était porté par les acteurs politiques qui les côtoyaient?

- Le non-respect des promesses tenues entre certains acteurs politiques congolais et leurs anciens alliés (ADF) ne serait pas la raison des revendications qui justifient les massacres sauvages dont sont auteurs les islamistes ADF qui écument la région depuis décembre 2013 ?

- Et, comment expliquer que le régime de Kabila et même les anciens rebelles du Rassemblement Congolais pour la Démocratie-Kisangani Mouvement de Libération (RCD-KML) qui se comportaient en enfants chéris du président ougandais Yoweri Kaguta Museveni n'aient été en mesure de convaincre ce dernier à prendre ses responsabilités face à ces guerriers sauvages, ressortissants de son pays ?

Ce manque de volonté politique caractérisé par le jeu de cache-cache dans le chef des politiques congolais fait dire à Rigobert Minani que :

Curieusement, la sécurité, la paix et l'intégrité territoriale ne semblent pas avoir été prioritaires dans la stratégie des autorités publiques... L'Etat laisse pourrir la situation à l'Est du pays. Nous avons des difficultés à comprendre les ambiguïtés, les tergiversations et les paradoxes de notre gouvernement... Face à cette insécurité, le gouvernement serait-il incapable, démissionnaire ou complice ?<sup>27</sup>

Faudrait-il donc être d'avis que l'approche du gouvernement de l'ancien régime vis-à-vis du phénomène ADF est usée comme alibi pour créer la diversion au sein de la population afin qu'elle ne maîtrise point les contours et les motivations de la perpétuation des massacres à l'Est de la RDC.

En réalité, il n'y avait plus d'alliance mais plutôt une dette morale. Les scientifiques et les journalistes semblent avoir commenté sur des questions qu'ils maîtrisaient le moins. Ce spectacle fut bénéfique aux ADF qui se virent désormais profiter de l'espace médiatique<sup>28</sup> leur offert par ces différents acteurs à la place publique.

## **II. Effets Communicatifs Des ADF Sur L'opinion : Origine, Modes D'actions Et Alliances.**

### **II.1. Légitimation de l'action des ADF.**

Le temps perdu dans cette guéguerre permit aux ADF de se constituer une véritable machine terroriste bien organisée, impliquant des réseaux internes et externes qui, au-delà des objectifs de départ se sont créés une zone d'influence ; un territoire soustrait. L'analyse du tract<sup>29</sup> ramassé en Cité d'Oïcha en 2012, chef-lieu du

---

<sup>25</sup> Omar Kavota : « Il faut considérer les ADF comme un mouvement terroriste d'envergure régionale », en ligne sur <https://www.radiokapi.net>. Consulté le 10 juillet 2020.

<sup>26</sup> Entretien nous accordé par Gilbert Kambale, président de la coordination urbaine de la société civile en ville de Beni, le 2 avril 2018. Le même point de vue est en ligne, sur Gilbert Kambale: « La société civile de Beni accuse une faiblesse au sein des FARDC » en ligne sur <https://www.radiokapi.net>. Consulté le 10 juillet 2020.

<sup>27</sup> Rigobert Minani Bihuzo, « Qui sont les ADF ? Défi de paix et de sécurité posé par ce groupe à Beni et Lubero », in *Congo-Afrique*, n° 510, Kinshasa, Décembre 2016, pp.964-979.

<sup>28</sup> Approfondir la notion de la médiatistique de guerre avec Eric Letonturier (sous la direction de), *Guerre, Armées et communication*, éd. CNRS, Paris, 2017, p20.

<sup>29</sup> Tract contenant les nouveaux objectifs et la nouvelle idéologie des ADF. Son contenu avait été lu au bureau de l'administrateur de territoire pendant la parade tenue le 13 mars 2012 devant tous les cadres et agents. Le message fut, comme d'habitude, relayé par les radios locales.

Territoire de Beni, permet de comprendre et d'expliciter l'évolution d'objectif et de l'idéologie qui naissait et se développait au sein du leadership des ADF à travers sa stratégie de légitimation. Les ADF visaient à opposer la population congolaise au régime de Kinshasa en commençant par les autorités locales. Dans cette stratégie de légitimation, les ADF se prévalaient comme seule force capable de sécuriser les habitants de ce milieu.

Voici ce que relate ce document :

Population d'Oïcha, pourquoi vous les civils vous n'êtes pas intelligents ? Pourquoi vous ne voulez pas réfléchir sur la situation que vous traversez actuellement ? Comment savez-vous qu'aujourd'hui ou demain vous allez vous réveiller en paix et en sécurité dans vos villages et champs, et ce, sans aucune inquiétude ?

Pourquoi vous ne voulez pas réfléchir sur la recherche de la paix et de la sécurité dans vos champs ? Vous attendez seulement votre gouvernement pour ça ? Le gouvernement congolais ne pourra jamais trouver la solution à ce problème, il ne rêve même pas aider la population de la ville d'Oïcha. Ni le gouvernement central, ni le gouvernement provincial aucun d'eux ne veut regarder ou entendre le dossier des opérations qui se passent dans le Rwenzori.

Dans ce paragraphe, les ADF lancent un appel à la population pour qu'elle se démobilise vis-à-vis du gouvernement congolais. Ils demandent à la population de se prendre en charge et de s'impliquer elle-même dans sa protection, la libération des otages<sup>30</sup> et la sécurité des paysans qui se rendent aux champs et/ou pendant les activités champêtres. Les ADF montrent que le gouvernement congolais est incapable de le faire et qu'il ne s'en soucie même pas. Ce document-tract continue à révéler :

Ils ont organisé un dialogue social mais pour quel résultat ? Est-ce que vos frères ont cessé de disparaître ? Entre le gouvernement et la population civile qui est perdant et qui va gagner ?

Maintenant votre gouvernement a beaucoup échoué ; il a échoué dans le renseignement, la sécurité de la police, de l'armée ; il n'a jamais connu son ennemi et celui des congolais. Comme il a échoué, le président et votre gouvernement méritent un autre programme du sommet de l'Etat à la base. De notre côté, nous leur donnons zéro pourcent, et toi tu leur donne combien ? C'est regrettable ; regardez-vous congolais, vous êtes complices dans cette situation ; vous préférez regarder comme les poissons dans l'eau pendant que vos frères continuent à mourir. Quelle idiotie ? Vos frères continuent à mourir et vous compatissez seulement avant d'avoir des vrais témoignages. C'est quelle naïveté ?

Vous vous réfugiez dans des prières aux églises sans rien savoir. Est-ce que ces prières vont vous sauver ? Pourvu qu'elles sauvent alors ceux qui sont portés disparus. Est-ce que vous savez pourquoi les gens disparaissent de leurs champs ? Vous lisez la bible sans comprendre le contenu : les israéliens ont fait la guerre jusqu'à chasser l'ennemi dans leur pays. Ils ont même protégé les frontières de leur pays. Ils se sont libérés de l'Egypte et Dieu les a protégés dans le désert. Maintenant vous, à quoi pensez-vous ? Pourquoi vous n'avez même pas pitié de vos frères qui disparaissent dans les champs ?

Pour votre naïveté, nous allons vous dominer vous et vos familles, vos animaux et même votre richesse. Nous le disons encore car jusque maintenant les actions sont restées sans aucune suite. Le leadership congolais est mort et il est mort encore, il reste seul le peuple congolais Soyons comme les égyptiens, les tunisiens, les sénégalais en chassant le pouvoir de ces mauvais dirigeants.

Les ADF estiment que de toutes les stratégies amorcées par le gouvernement congolais tant au niveau national qu'au niveau provincial, rien n'a réussi à mettre fin à la guerre. Selon eux, le gouvernement a échoué sur tous les plans que ça soit au niveau des renseignements, de la police et de l'armée. Les ADF se moquent du fait que le gouvernement a toujours dit qu'il ne connaît pas l'ennemi qui tue, qui kidnappe... C'est l'adage « Présumé ADF », née de la cacophonie et de la guéguerre communicationnelle entre les acteurs à la gouvernance sécuritaire de la région. Le fait de méconnaître l'ennemi constitue un aveu tacite de faiblesse des renseignements pour le gouvernement et permet à cet ennemi de s'assurer que son mode communicationnel est de loin supérieur à celui de son adversaire qu'est l'armée régulière.

De là, il découle une conséquence de méfiance de la population vis-à-vis du régime en place, conséquence qui corrobore l'objectif poursuivi par les ADF en initiant une telle stratégie communicationnelle.

Ils attribuent la côte zéro au gouvernement congolais et continuent à interpeller la population d'Oïcha qu'au lieu de se réfugier dans les églises pour les prières à la recherche de la paix, de plutôt se prendre en charge comme les israéliens, qui s'étaient libérés de leur captivité en Egypte. Ils appellent la population congolaise à se libérer du gouvernement congolais comme les égyptiens, les tunisiens et les sénégalais qui s'étaient révoltés contre leurs mauvais dirigeants. Là, ils font allusion au « printemps arabe »<sup>31</sup> qui fut un grand mouvement de contestation déclenché fin 2010 en Tunisie, qui a balayé une partie du monde arabe, a surpris en faisant

---

<sup>30</sup>Entre 2010 et 2014, le nombre des otages était 1191 personnes dans le territoire de Beni. Lire à ce sujet : Jaribu Muliwavyo, *La guerre des ADF dans le Ruwenzori. Entre xylocopéisation et privatisation du territoire*, EUE, Beau Bassin, 2018, pp. 197-198.

<sup>31</sup>Frédéric Encel, *Géopolitique du printemps arabe*, PUF, Paris, 2017, p.5

chutertour à tour certains régimes. Ils font aussi référence au mouvement social « Y en a marre »<sup>32</sup> du Sénégal. De façon claire et sans atermoiement, les ADF proposent à la population congolaise d'Oïcha, vraisemblablement à toute la population de la région du Ruwenzori, un plan d'alliance pouvant aboutir à un soulèvement généralisé pour chasser le régime en place.

Dans l'analyse du tract, ce programme est une conditionnalité à la sécurité des citoyens dans leurs champs et dans leurs villages. Dans ce cas, qui dirigera cet espace ?

Les ADF ou la population ?

Comme pour corroborer le contenu de leur tract, des messages similaires sont rapportés par les otages libérés et envoyés par les ADF pour livrer leurs intentions. Ils sont ainsi relayés par la presse<sup>33</sup> :

- Le 8 mars 2019, les ADF avaient envoyé un message à travers leurs otages relâchés à Mayi-safi. C'était, selon eux un message de paix : « Allez dire aux FARDC que nous voulons la réconciliation et l'union pour que la paix revienne à Beni », disait Kambale Silukiko Ngunda, l'un des otages sorti de son calvaire. Les ADF ont dit : « Nous n'avons pas de problème avec les civils, voilà que nous venons de vous relâcher. Ceux qui causent les désagréments sont les éléments de l'armée qui viennent nous attaquer dans les endroits où nous restons. Or, ceci n'existait pas à l'époque de Feu Mobutu Sese seko. Que les FARDC cessent de nous attaquer, la paix va revenir »<sup>34</sup> ;

- Le mardi 28 mai 2019, les ADF avaient libéré leurs otages dans la contrée de Mayi Safi. Ces captifs étaient au nombre de 29 dont des femmes et des jeunes gens qui avaient été enlevés à Samboko la semaine dernière. Leurs bourreaux leur dirent : « Allez dire aux FARDC de cesser de nous déranger, de nous laisser libre passage quand nous allons au marché pour nous ravitailler en nourriture par nos propres moyens, comme cela était dans le temps. Ainsi, dites à toute la population de se convertir à l'islam qui leur reste le seul choix. Si cela n'est pas fait, nous allons vous tuer ; ne seront épargnés que ceux ayant moins de 10 ans ».

- Lundi 8 juillet 2019, quatre otages libérés par les ADF, parmi eux, le pasteur Sadiki Wavomundu, témoigne devant la presse que les ADF leur ont demandé de transmettre aux militaires l'avertissement qu'ils n'ont pas à faire avec les civils ; qu'ils ont poursuivi en disant aux populations civiles de ne pas se mêler de la politique particulièrement dans la question des ADF. Ces quatre personnes relâchées dimanche 7 juillet 2019 au niveau de Mayi-safi non loin d'Eringeti avaient été enlevées au niveau de Kitchanga rizerie, sur l'axe routier Beni-Kasindi. Elles firent un mois de captivité, isolées dans des trous ;

Un autre témoignage renseigne :

« Les ADF nous ont demandé de transmettre leurs salutations aux FARDC et de dire aux autorités congolaises que la terre de Mayangose leur avait été cédée par le président Mobutu de son vivant. Que le gouvernement cesse de les déranger. A la population, les ADF autorisent les travaux champêtres dans les villages, groupements 46, Kipe-yayo, Mayangose et La Haye, excepté Vemba. Ils nous ont dit qu'ils sont chez eux ».

De tous ces messages lancés par les ADF aux FARDC avec comme canal de transmission les otages, relayés par les acteurs politiques, les chercheurs, les commentateurs divers et les médias, il sied de supposer que s'il revenait aux militaires de demeurer dans l'incapacité de surmonter l'obstacle leur infligé par les terroristes ADF, et que la population se sente mieux sécurisée par ces ADF que par le gouvernement, l'objectif qui sous-tend cette motivation communicationnelle pour les ADF sera donc atteint ; à savoir :

- Le détournement de l'attention de la population de ceux qui sont censés le protéger en faveur des rebelles ;

- La conquête de l'espace et la création d'une zone grise où doivent s'émouvoir ces hors-la-loi sans aucune inquiétude ;

- L'acquisition d'un éventuel soutien de la part des partenaires de leur obédience notamment les autres mouvements terroristes islamistes.

## **II.2. Soutien de l'Etat Islamique à la criminalité des ADF**

Depuis leur origine en Ouganda, les ADF fondent leur subversion sur les enseignements coraniques : « combattre, pour la cause d'Allah, ceux qui vous combattent... Menez contre eux une lutte à mort, où que vous

---

<sup>32</sup> Vieux Savané et Baye Makébé Sarr, *Y'en a marre. Radioscopie d'une jeunesse insurgée au Sénégal*, L'Harmattan, Paris, 2012, 96p.

<sup>33</sup> Les émissions consacrées au débat politique dans lesquels les ADF sont les plus évoqués sont : « Dialogue entre congolais » de Radio Okapi, « Graben-débat », de la RTGB, « Droit de savoir » de la Radio Moto Oïcha, « Débat politique » de la RVR/Mutwanga, « Liberté d'opinion » de la RTR-Beni et « Les professionnels » de la Radio Muungano Beni.

<sup>34</sup> Ce message est diffusé le 8 mars 2019 dans tous les journaux des radios locales précitées y compris la radio Okapi appartenant à l'ONU qui émet en RDC.

les trouviez et chassez-les d'où ils vous ont chassés. La persécution est pire que la mise à mort... tuez-les ; ... »<sup>35</sup>.

En effet, une certaine idéologie islamiste pense que le système opératoire par lequel l'Etat devait être géré est la « sharia ». Le Noble Coran devait être appliqué à la place des constitutions des Etats modernes : un régime théocentrique. De la même façon, le mouvement ADF fonde sa lutte armée sur l'installation en Ouganda d'un Etat gouverné sur la base de la sharia.

Cette idéologie théologico-politique transplantée vers la RDC fut accueillie au début par certains notables musulmans dont la plupart étaient des réfugiés longtemps installés en RDC à l'époque du Zaïre. Les maquis étaient gérés sur la base des principes coraniques. La peine de mort y était la meilleure sanction des combattants et/ou des membres qui transgressaient la sharia.

Les paysans qui vivaient dans les parages de leurs quartiers généraux en étaient instruits. Il s'y développait une culture du silence et la stratégie de la peur ou de l'intimidation selon laquelle « on ne doit pas accuser la présence des ADF ». D'où, le principe *Afqara Kamina* qui veut dire « être discret dans toutes les choses » même devant la torture ou la mort. Les paysans étaient idéologiquement séquestrés dans les champs ou dans les villages.

La sanction à toute trahison (dénonciation de leur présence) était la peine de mort. Et les exécutions sommaires se faisaient en public par pendaison ou par décapitation (égorgement) et ce, en plein air. Une autre méthode de sanction était la crucifixion.

En effet, selon l'imam Amandi Musa Abudah :

Les croix plantées dans les camps des ADF étaient réservées à ceux qui voulaient s'évader. A défaut de la décapitation, le malfaiteur était crucifié et condamné au moyen des cordes et au bout de deux ou trois jours, il mourait de lui-même. Cela était un moyen de ne pas dissiper les munitions. Plusieurs chrétiens qui ne voulaient pas se convertir à l'Islam en ont péri »<sup>36</sup>.

Ces pratiques avaient constitué pour les ADF un moyen d'imposer une discipline au sein des troupes, en créant un mythe et une grande peur autour d'eux. Les déserteurs ou évadés pouvaient être poursuivis, puis exécutés dans les villages et même dans les villes<sup>37</sup>. Les ADF s'étaient constitués en réseau. Une organisation qui opérait au-delà des frontières congolaises.

---

<sup>35</sup>Noble Coran, surat 2 Al-Bagarah, Partie 2, point 190

<sup>36</sup>Ahmadi Musa Abudahd, ancien Imam de la mosquée de Katindo/Goma, converti aux ADF après avoir été chargé de leur recrutement dans la même ville entre 2011 et 2012. Recherché par les services de sécurité congolais, il décida de se rendre personnellement aux maquis en décembre 2012. Cet entretien s'est déroulé au cachot T2 FARDC à Beni/Tamende, le 02/04/2015.

<sup>37</sup>Les ADF ont des antennes à Beni, Bunia, Butembo, Goma, Uvira et dans d'autres villes des pays de la région de grands lacs.



Figure 1. Pays d'origine des combattants ADF actifs en RDC

Source : Constitué sur base des identités des prévenus au « procès ADF »<sup>38</sup>.

Légende

★ : Pays de recrutement des ADF

Ce qu'il faut craindre c'est qu'entre septembre 2016 et janvier 2018, les FARDC n'avaient pas initié d'offensives à profondeur. Les ADF qui étaient pourtant anéantis avaient profité de la trêve pour multiplier des contacts avec l'EI.

Tout part du contexte international qui leur était favorable. En Irak comme en Syrie, l'E.I. était défait et développait un mécanisme de survie sur le plan tant militaire, économique, qu'idéologique. Selon un agent de la sécurité congolaise : « Un collaborateur des ADF qui vivait à Goma fit le couloir entre eux et l'E.I. Il est parti de la Mozambique pour la Somalie où il rejoignit la direction d'El Shabab pour faciliter le contact avec l'E.I »<sup>39</sup>.

L'E.I. n'avait pas vite cru à la sollicitation, parce que jugeant les ADF des *kafir*, de par l'origine chrétienne de leur leader Jamil Mukulu. Mais un ancien combattant ADF informe que l'E.I. avait déjà eu des échos sur leur mouvement à partir des résolutions du conseil de sécurité des Nations Unis et des différents articles publiés dans la presse internationale notamment Al Jazeera<sup>40</sup>. C'est dans les commentaires de cette chaîne qu'Abou Bakr Al Baghdadi autrement appelée roi du califat aurait appris que Jamil Mukulu, chef des ADF, avait été formé en Arabie Saoudite à Jedah. C'est en hésitant que l'E.I. envoya un de ses membres d'origine saoudienne pour rencontrer les ADF.

Ce saoudien arriva d'abord en Afrique du Sud, où il prit la nationalité pouvant lui faciliter l'entrée en RDC. Selon la même source, le saoudien apprit le swahili en Tanzanie où il séjourna pour le besoin de la cause. Il entra en RDC en Juin 2017 par Kasindi, puis s'installa à Mwalika via Karuruma. Il fit plusieurs navettes entre

<sup>38</sup>Un Tribunal Militaire siège en chambre foraine à Beni en vertu de l'ordonnance n° 08/003 du 19 janvier 2008 portant implantation d'une Cour Militaire opérationnelle dans la Province du Nord-Kivu. Une cinquantaine d'arrêts ont été rendus depuis l'installation de la Cour opérationnelle militaire et le début des audiences, à Beni, le 22 août 2016. La clôture des audiences du procès ADF a été déclarée le lundi 22 janvier 2018.

<sup>39</sup>Entretien nous accordé par un ancien T2 Ops Sukola 1 qui a requis l'anonymat. Goma, le 24 février 2020.

<sup>40</sup>Al Jazeera ou Al-Jazira, Al-Djezira, est une chaîne de télévision satellitaire qatarienne qui émet en arabe, en anglais, en turc et en serbo-croate. Au début des opérations Sukola I à 2014, la chaîne avait déployé à Beni un reporter pour le suivi de la guerre contre la violence armée des ADF.

différentes bases reconstituées par les ADF entre Mwalika et New Madina où il inspectait les troupes pour être convaincu de l'existence réelle d'un *katiba*<sup>41</sup>. Pour prouver leur capacité à l'envoyé de l'E.I., les ADF relancèrent des attaques généralisées.

Ils imposèrent une suprématie sur les éléments du 3402 bataillon qui étaient basés au PK20, sous le commandement du Colonel Balinga Feruzi entre Juin et Août 2017. Ils menèrent des attaques inimaginables sur Mutara-parking et Abialose qu'ils conquièrent le 12 août 2017. Ils prirent d'assaut la base temporaire opérationnelle (TOB) du contingent Tanzanien de la F.I.B au PK27, le 27 septembre 2017, sur l'axe routier Mbau-Kamango. Cette campagne militaire s'inscrivait dans la stratégie de communication pour montrer au délégué de l'E.I qu'ils étaient capables d'une expédition aussi importante qu'on ne puisse le croire et qu'il ne fallait pas douter de leur capacité opérationnelle. Dans cette manœuvre, le 7 octobre 2017, les ADF menèrent une action de grande envergure qui leur avait permis de contrôler la totalité de la zone de Madina, quartier général des ADF, jadis libérée par le Général Jean Lucien Bahuma Ambamba. Ces actions qui visaient à faire plaisir à l'E.I ramenèrent les ADF dans leurs anciens bastions. Selon les informations recueillies auprès du porte-parole de l'armée<sup>42</sup>, les ADF avaient récupéré Madina, le 6 octobre 2017. Les positions militaires de Nadui, camp Kabila, AKBG, camp Sangote, Topoke 1, Topoke 2, Topoke 3, Canada et le PK40, le dimanche 8 octobre 2017. Ils foncèrent jusqu'au PK36 en se dirigeant vers Totolito à 10km de Mbau, Chef-Lieu du secteur Beni-Mbau.

Pendant ces offensives, les ADF récupéraient un matériel militaire important des FARDC. La terreur se généralisa dans les villes et les villages de la région du Ruwenzori. L'on peut dire que c'est à partir de ces massacres que l'E.I. s'était rendu compte que les ADF avaient une capacité militaire convaincante. Ce qui constitue une mission accomplie pour les ADF.

En Octobre 2017, l'E.I. revendiqua la première fois les actions des ADF. Des images des scènes des déclarations de guerre furent tournées par l'E.I. La première vidéo montrait clairement qu'elle fut filmée au PK40 et le commentaire était fait en arabe. Dans la seconde, celle filmée à Mapobu, les combattants s'exprimaient en Kiswahili d'abord, puis en français et à Kiganda. Ils y exécutèrent un cantique en arabe en chantant « Mujahidine » qui signifie une contagion ; c'est-à-dire, qu'ils dirigent un espace, une extension. C'est là où l'allégeance va se constituer et se matérialiser<sup>43</sup>. L'E.I. exprima clairement son intention d'adopter les ADF en considérant la région du Ruwenzori comme le centre et la plaque tournante de son programme d'érection d'un nouveau *katiba* ; une province ou une région dite *Islamic State Central Africa* en anglais, *Wilayat Wasat friqiyah* en arabe ou *Wilayaof central Africa*, annoncé en Août 2018 par Abou Bakr Al Baghdadi. Il est important de noter que le 18 avril 2019, l'E.I.<sup>44</sup> revendiqua via son agence de propagande Amaq les attaques perpétrées par les ADF. Le 24 juillet 2019 l'E.I. posta une vidéo réaffirmant l'appartenance des ADF au réseau des combattants terroristes.

Le 13 avril 2020, après l'attaque du village Ntoma à Beni par les ADF, l'E.I. avait revendiqué avoir tué deux soldats des FARDC, dont le message ci-dessous posté le 15 avril 2020.

---

<sup>41</sup>Le *Kabila* désigne un groupe armé dont les membres sont tous des musulmans tout en n'étant pas des terroristes.

<sup>42</sup>Les émissions consacrées au débat politique dans lesquels les communications de l'armée sont commentées sont : « Dialogue entre congolais » de Radio Okapi, « Graben-débat », de la RTGB, « Droit de savoir » de la Radio Moto Oicha, « Débat politique » de la RVR/Mutwanga, « Liberté d'opinion » de la RTR-Beni et « Les professionnels » de la Radio Muungano Beni.

<sup>43</sup>Nous avons visualisé les deux vidéos.

<sup>44</sup>Jean Tilouine et Madjid Zerrouk : « l'Etat islamique revendique sa première attaque en République Démocratique du Congo », en ligne sur <http://www.lemonde.fr>, du 19 avril 2019. Consulté le 12 mai 2019. Lire aussi les mêmes auteurs : « l'E.I cherche à se greffer sur des conflits régionaux en Afrique », en ligne sur <http://www.lemonde.fr>, le 22 avril 2019. Consulté le 12 mai 2019 à 11h10'.



Figure 2. Message de l'E.I du 15 avril 2020.

Source : AMAQNEWS AGENCY

Dans ce message du 15 avril 2020, l'on peut lire :

Région de l'Afrique Centrale

22 Shaaban 1441

Par la gloire de Dieu, les soldats du califat ont surgi avec réussite aux soldats de l'armée congolaise dans le village d'Induma en région de Beni le matin d'hier. Cela a conduit à la destruction des éléments (ennemis) et à la saisie d'armes et de munitions.



Figure 3. Message de l'E.I du 16 avril 2020.

Source : AMAQNEWS AGENCY.

La traduction de ce message révèle ce qui suit :

Agence Amaq

Hier, des soldats de l'armée congolaise ont été tués lors d'un affrontement avec des combattants de l'Etat islamique dans le village de Tariye, dans la région de Beni au Nord-Est du Congo.

Dans ce scénario, il ressort clairement que l'enjeu pour les ADF n'est plus simplement la conquête du pouvoir en Ouganda pour gouverner sur base de la sharia comme c'était au départ de leur lutte. Le fait qu'ils soient actuellement utilisés par l'E.I. élargit cet objectif ; jadis local, une nébuleuse à large objectif : l'islamisation de l'Afrique centrale à partir de la région du Ruwenzori où les ADF sont suffisamment implantés. Désormais, ces derniers exécutent les ordres de l'E.I. La simultanéité des actions avec la Mozambique laisse entrevoir que les attaques menées dans la deuxième moitié de l'année 2017 s'inscrivaient dans la logique de cet ordre. La région a de nouveau connu la reprise mais aussi l'accentuation de l'idéologie de la mort pour un groupe qui était déclaré en décomposition voire défait après les opérations<sup>45</sup> *Mountaine sweep* en 1998, *Keba 1* et *North Night final* en 2005, *Safisha Ruwenzori* en 2010 et *Radi strike* en 2012. La résurgence des massacres a créé la terreur au point que certaines contrées commençaient à se vider d'elles-mêmes de sa population.

<sup>45</sup>Jaribu Muliwayyo, « Analyse des politiques d'éradication de la rébellion des ADF-NALU dans le Ruwenzori » in *Cahiers des sciences sociales, administratives et politiques*, n°5, Université de Goma, 2016, pp.13-36.

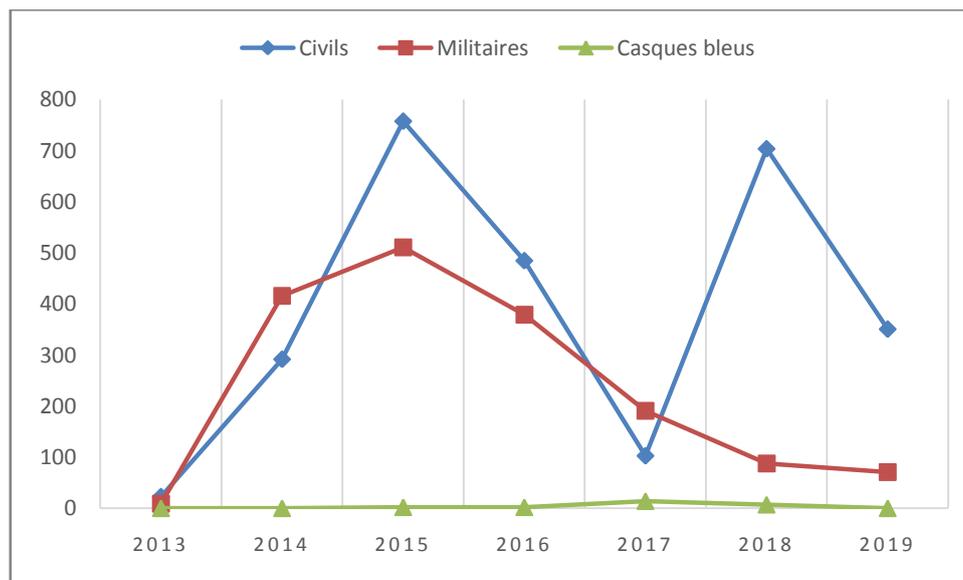


Figure 4. Evolution des cas de massacres de 2013 à 2019

Source : Constitué sur base des messages officiels du CPM-Okapi du territoire de Beni.

L'exploitation des statistiques sur la violence armée des ADF dans son volet des massacres renseigne que 2716 civiles ont été assassinés de la manière suivante : 23 à 2013, 292 à 2014, 758 à 2015, 485 à 2016, 103 à 2017, 704 à 2018 et 351 à 2019. Pour les cas de militaires tombés sur le champ d'honneur, il est signalé 9 à 2013, 416 à 2014, 511 à 2015, 379 à 2016, 191 à 2017, 88 à 2018 et 71 à 2019. Quant aux casques bleus de la MONUSCO, il est notifié 2 à 2015, 2 à 2016, 18 à 2017 et 7 à 2018.

Au cours de cette recherche, les sources de la société civile ont indiqué qu'entre décembre 2019 et août 2020 le nombre des personnes massacrées s'élève à 770. Ce qui fera un record criant de l'année en cours, si la situation n'est pas maîtrisée.

Bénéficiant de la forte médiatisation, de telles attaques répétitives facilitent les ADF à se mouvoir aisément pour perpétrer les massacres, gagner des espaces et de surcroît sécuriser davantage leur noyau dur ou mieux leur zone d'influence. Il suffit de jeter un regard sur l'évolution de l'extension de la zone des massacres.

### II.3. Extension de la zone d'influence des ADF

Cette étape de l'étude montre de façon succincte le développement de la zone d'influence des ADF (figure 6) à partir de ses bastions concernés par les opérations Sukola 1 (figure 5). Les ADF ont profité de la cacophonie née de la guéguerre entre les acteurs politiques et sociaux qui s'accusaient ou se contredisaient en volant même l'identité des auteurs des massacres.

Ils ont ainsi rallongé leurs ramifications en prolongeant leurs actes de massacres dans le secteur de Ruwenzori où des villages entiers se sont vidés de leurs populations<sup>46</sup> suite à leurs incursions qui ont laissé des traces et séquelles terrifiantes.

<sup>46</sup>Le nombre de déplacés internes varie entre 250 000 à 300 000 selon les organisations de la société civile de Beni ville et territoire, celle d'Irumu et Mambasa ainsi que celle de Butembo et Lubero.



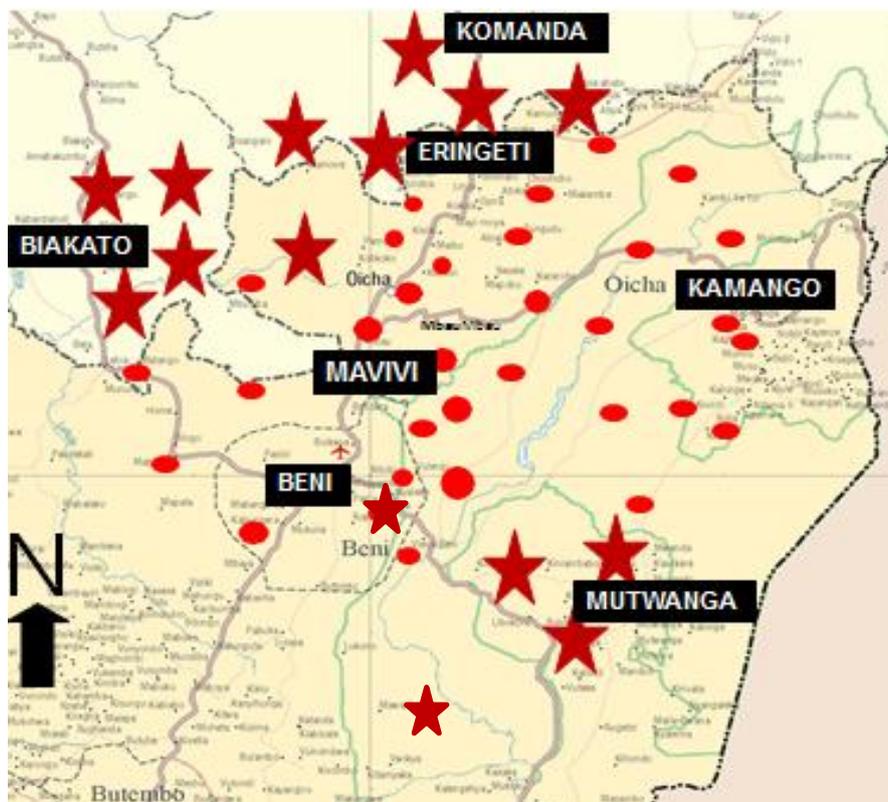


Figure 7. Extension de la zone d'influence des ADF.

Légende

- Anciens massacres
- ★ Nouveaux massacres
- Grands centres urbains

De la figure 7 constituée sur base des informations recueillies à partir de la figure 4, il se dégage qu'aucun campement n'est érigé dans les zones criminogènes. D'où la difficulté pour les FARDC de localiser leurs ennemis ADF.

### III. LA COMMUNICATION AMPLITIONNISTE COMME FACTEUR D'EXPANSION DES ADF : THEORIE ET ELEMENTS CONSTITUTIFS.

Un contraste dialectique à lire dans la communication amplitionniste des acteurs politiques et sociaux de tout bord est qu'en s'empressant à communiquer les premiers sur les actions des ADF, ils ont tous contribué à l'émergence et à la réalisation des objectifs voire même à l'apologie des ADF. Les ADF n'avaient plus besoin d'une cellule de communication, s'ils pouvaient en avoir. Tout était fait pour eux et à leur nom. Et, ils en profitent pour leur émergence. Faire connaître l'identité et les actions des ADF était désormais l'œuvre de ceux qui parlaient d'eux et non d'eux-mêmes en tant qu'acteurs.

Tout ce spectacle ainsi décrit et dessiné fut d'une manière ou d'une autre bénéfique aux ADF qui se virent désormais profiter de l'espace médiatique leur offert par différents acteurs à la place publique. Comme ce sont les effets des différentes communications qui intéressent ici cette volonté de cacher la réalité. Ce qui nous permet d'élaborer, à notre manière, le réseau de la communication amplitionniste mis en place par les ADF venant en appui à leur mode opératoire, astuce qui fait empirer la situation sur terrain (dans la zone de Beni et une partie de l'Ituni).

#### III.1. Définition et théorie de la communication amplitionniste.

A regarder comment agissent les ADF dans leur opération, il y a lieu d'expliquer ce phénomène à travers un schéma ou mieux un modèle de communication. C'est ce que nous avons nommé communication amplitionniste.

En fait, il est à joindre à la théorie du flou ou de confusion adoptée par les ADF dans leurs actions posées minutieusement en veillant à la dissipation de leurs traces et en voilant leur identité. De cette façon, ils

en créent une nébuleuse en faisant plus parler d'eux par leurs actions criminelles, destructrices, quelque peu dévastatrices. C'est à ce niveau qu'ils opèrent dans un « agir communicationnel »<sup>47</sup> non pas dans une approche constructiviste mais plutôt comme véhicule d'une idéologie politico-religieuse conçue sur fond de domination, de mensonge, de terreur, de torpeur, de manipulation.

Cette communication arrive effectivement non seulement à amplifier leurs actions, leurs présences nocives mais aussi grossir, agrandir par ricochet et indirectement ce qu'ils sont réellement et de quoi ils sont capables dans leur plan de conquête et du niveau de criminalité.

Une approche à coller à ce modèle de communication adopté par les ADF, c'est la « communication asymétrique » correspondant à leur stratégie guerrière et/ou opérationnelle. Cette manière de communiquer est destinée à faire éloigner les vrais responsables et auteurs des crimes auxquels tous assistent passivement. C'est une approche tendancieuse entretenue qui laisse derrière elle la suspicion et la crise de confiance entre la population, les autorités politico-administratives ainsi que celles des FARDC, de la Police Nationale Congolaise (PNC) et d'autres services de l'ordre.

C'est dans cette optique que ces ADF préfèrent faire parler par des otages libérés sciemment et appelés à relayer leurs messages adressés aux responsables chargés de veiller sur la sécurité de la nation, des personnes et de leurs biens. Ces ADF responsabilisent ainsi ces otages dans la communication de leur message pour éviter qu'ils soient tracés.

Par cette option, les ADF agissent en flou sur le plan communicationnel et informationnel par personne interposée, intermédiaire pour des objectifs bien précis. A ce niveau, ils arrivent à créer un « mythe » sur leur vraie identité à travers une collaboration occultée par l'entremise de leurs complices situés à différents échelons. La terreur et la peur que ces derniers orchestrent ne font que renforcer le caractère mystérieux de leur identité et agissement.

Ainsi, réussissent-ils à faire jaser et alimenter des rumeurs sur eux. Leur description identitaire et actionnelle est alimentée de niveau d'imprécision à telle enseigne que les informations livrées sur eux sont de l'« à peu près », sans arriver au bout de leur effectuation... Les outils ou les instruments de cette communication asymétrique sont entre autres le tract, l'infiltration et l'annonce au préalable de leurs actes, etc.

### **III.2. Eléments constitutifs du modèle de communication amplitionniste.**

La communication amplitionniste adoptée par ces ADF met en lisse plusieurs éléments<sup>48</sup> dans sa constitution dont le modèle théorique se présente de la manière suivante :

---

<sup>47</sup>Jürgen Habermas, *Théorie de l'agir communicationnel*, Tome I, PUF, Paris, 1985. Lire aussi du même auteur : *Théorie de l'agir communicationnel*, Tome II, PUF, Paris, 1986.

<sup>48</sup>

- L'émetteur : communiquant par leurs actes, ces derniers tuent, violent, incendient, pillent, kidnappent et forcent les autochtones à adhérer à leur idéologie politico-religieuse ;
- Le message : le degré de l'atrocité de leurs actes ;
- Les intermédiaires : les otages, les médias relayant leurs actions, les récupérations politiques (majorité et opposition), les gouvernants, les acteurs de la société civile ;
- Le canal : la voix (le mode « bouche à oreille »), les médias, les réseaux sociaux alimentés par intermédiaires, les canaux des alliés ;
- Le récepteur : les cibles et victimes, les parents des victimes, la population (à différents niveaux) ;
- Les effets : la peur, la terreur, la dissuasion, le défaitisme (attitude de découragement, déception...).

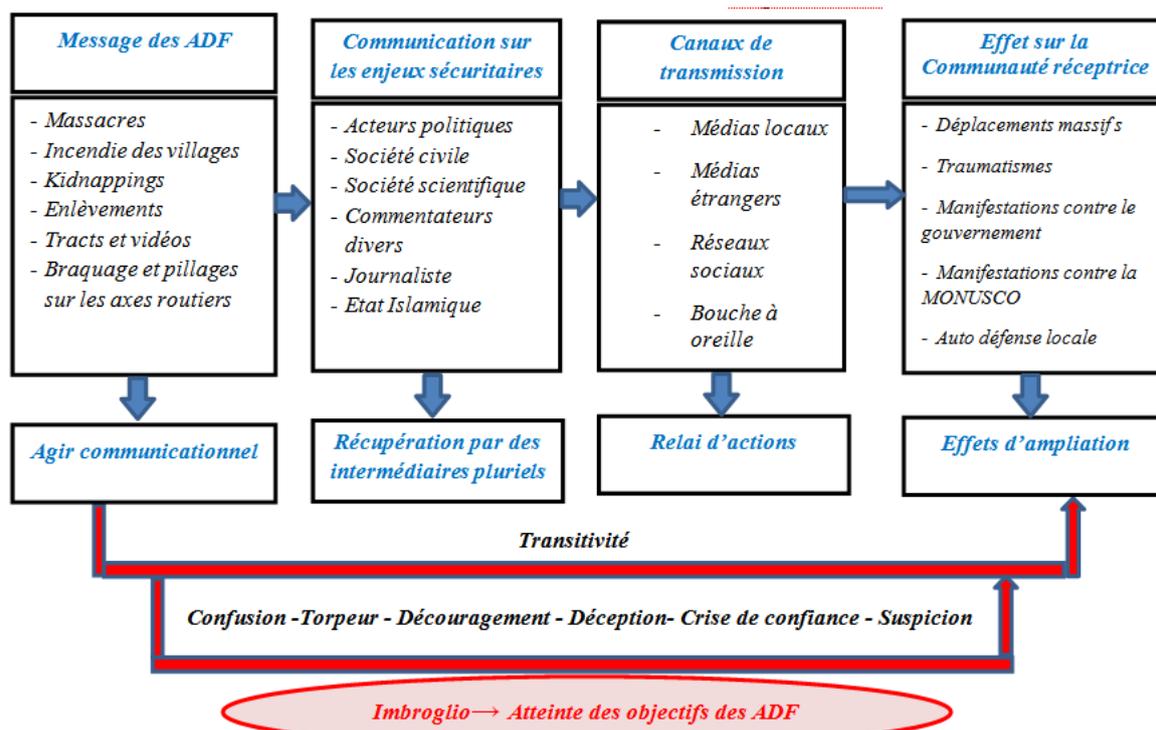


Figure 8. Réseau de la « communication amplitionniste »<sup>49</sup> des ADF

Ce schéma est révélateur des stratégies de communication adoptées par les ADF dans leurs actions. Comme énoncé ci-haut, les actes des ADF sont communicatifs et semblent marcher comme ils l'entendent de par les objectifs visés par ces terroristes. Leur communication se portera bien aussi longtemps qu'ils seront relayés par des intermédiaires qui sont notamment les personnes proches des victimes, les journalistes, les médias, les acteurs politiques, les acteurs sociaux avec un renfort non négligeables des rumeurs, du caractère mystérieux autour de leurs identité et actions.

Les messages des ADF passent par leur agir qualifié de communicationnel pour être relayés par des intermédiaires pour différents motifs. Ces derniers se servent des différents canaux dans leur mission ; des canaux officiels, privés, ceux utilisés par les alliés comme l'EI et ceux liés à la communication interpersonnelle. A la fin de ce cursus informationnel et communicationnel, se perçoivent des effets d'ampliation et ses produits comme la peur, la torpeur, la terreur, la dissuasion, le découragement, la déception, etc. tout passant dans une transitivité « d'effet – cause – conséquence ».

A la lumière de la figure 8 ci-haut, force est de constater que les ADF communiquent régulièrement par des canaux médiatiques tant officiels que privés en vertu de la théorie de la picure hypodermique de Laswel<sup>50</sup> qui stipule que les médias, notamment la radio, fabriquent le consentement en une puissance qui fait agir automatiquement de manière délibérée ou non préméditée le récepteur.

Il faut se demander comment les actes d'un mouvement terroriste ont eu un tel niveau d'audience dans l'opinion sociale. Toutes ses actions sont rendues publiques à l'instant même qu'elles se commettent. On dirait qu'en RDC, depuis le début des massacres à grande échelle en novembre 2013, aucune personne physique ou morale, président, ministre, député, gouverneur n'a eu une si grande publicité à égaler à celles des ADF. Dans ce contexte, la communication des ADF répond à la théorie des stars d'Edgard Morin. La scène politique, les homélies des prêtres ou les prédications des pasteurs... tous sont envahies par le discours sur les actions crapuleuses des ADF. Les communications diverses émises ont fait l'affaire des ADF qui se sont vus starisés. Et de cela, ils s'imposent comme acteurs importants et incontestables sur la scène politique aussi bien locale, nationale et internationale. Ces institutions participent d'une manière ou d'une autre à la réalisation des objectifs

<sup>49</sup> C'est cette étude qui adopte ce paradigme pour expliquer comment les actions et les idées des ADF se propagent à travers le discours des acteurs qui sont plutôt censés les en empêcher. Les communications de ces acteurs concourent à la publicité et/ou au marketing des actions des ADF, créant ainsi la terreur au sein de la communauté locale.

<sup>50</sup> Harold Dwight Lasswel, « Structure et fonction de la communication dans la société », in *Sociologie de l'information*, éd. Hachette, Paris, 1973.

des ADF surtout que la guerre médiatique constitue aujourd'hui une tactique de la stratégie de guerre pour désorienter et décourager l'ennemi. Il est connu que dans une guerre asymétrique, le premier objectif visé par les belligérants, c'est de créer la terreur, la peur au sein de la communauté et à plus grand nombre. L'on peut s'interroger pourquoi, par exemple, les messages relayés par la presse qui interviewait les otages libérés ne pouvaient pas servir des renseignements qu'aux seuls services de sécurité.

L'agir communicationnel référé dans cette étude n'est pas faite dans le cadre d'instituer « une communauté de raison » en vue d'une vie harmonisée et équilibrée au sein des sociétés, mais il est à comprendre dans un soubassement tissé d'idéologies, de manipulations, de propagande, de domination, de conquête annihilant ainsi toute action de résistance, de reconquête et de contrôle de la zone d'influence des ADF.

Tout compte fait, la grande critique qui sera formulée à l'endroit de ce papier est qu'elle s'inscrit elle aussi dans la logique d'une communication amplitionniste. Elle valait la peine puisqu'elle permettra aux acteurs politiques, aux scientifiques et à d'autres commentateurs d'adapter leur système de communication à la violence armée des groupes terroristes qui mènent la guerre asymétrique dont l'objectif n'est autre que de créer la terreur au sein de la population civile et de l'opinion toute entière.

De ce qui vient d'être développé, il y a lieu de s'accorder que, dans le domaine militaire, toute communication mérite une censure appropriée avant d'être livrée au moment opportun. Le populisme converge avec le discours politique contrairement au domaine militaire qui exige le secret dans son système opérationnel.

Si la communication est à recadrer dans le sens positif de l'objectif à atteindre par les forces de sécurité, à savoir sécuriser les zones sous leur contrôle, conquérir et pacifier les zones criminelles à proie au terrorisme et à la guerre asymétrique, l'on n'aura pas enfreint aux impératifs de la communication ainsi que ceux de la liberté d'expression.

Par : Jaribu Muliwavyo. “ La communication amplitionniste comme facteur d'expansion du terrorisme des ADF en République Démocratique du Congo.” *IOSR Journal of Humanities and Social Science (IOSR-JHSS)*, 25(8), 2020, pp. 20-36.